CEPAG
MOUVEMENT
d'éducation populaire

2019 PRODUCTIONS

Centre d'Education Populaire André Genot

Éditrice responsable : Anne-Marie Andrusyszyn - rue de Namur 47, 5000 Beez © 2020

Avec le soutien de :

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

BanqueNationale DE BELGIQUE

LES ANALYSES DU CEPAG

Les analyses, ainsi que les études, produites par le CEPAG en 2019 sont résumées dans ce recueil. Elles sont disponibles, dans leur intégralité sur **cepag.be/productions** ou sur demande : cepag@cepag.be 081/26 51 56

janvier 2019 // Emmanuel Fayt

LES ENSEIGNANTS FACE AUX INÉGALITÉS SCOLAIRES

En 2018, le CEPAG a fait des inégalités scolaires le sujet de sa campagne de sensibilisation.

Cette analyse, rédigée par Emmanuel Fayt, représentant du SETCa SEL (enseignement libre) complète les différentes réflexions menées sur le sujet.

janvier 2019 // Laurent D'Altoe

QUAND L'AFRIQUE NOUS INTERPELLE

Les récentes tribulations autour des élections congolaises ont remis en lumière les difficultés de certains pays du continent africain à construire une certaine stabilité politique, économique et sociale.

Mais à y regarder d'un peu plus près, les causes de ces difficultés ne sont pas toujours à chercher dans des facteurs internes mais bien, à la fois, sur de lourds héritages du passé et sur des ingérences visant à exploiter les ressources naturelles au seul profit de puissances étrangères prédatrices.

janvier 2019 // Véronique Lefèvre

LE HARCÈLEMENT MORAL AU TRAVAIL

Cette analyse porte sur la violence interne au travail où les caractéristiques du harcèlement, le profil du harceleur et de la personne cible, l'impact du harcèlement moral sur la santé du travailleur, les recours possibles au sein de l'entreprise mais aussi à l'extérieur de celle-ci et le cadre juridique ainsi que les procédures mises en place par le législateur seront étudiés.

février 2019 // Françoise Lejeune

VERS UNE RÉGULATION INTERNATIONALE DES CONDITIONS DE TRAVAIL : LE TRAITÉ CONTRAIGNANT DE L'ONU SUR LES MULTINATIONALES

Cette analyse éclaire la question de savoir comment organiser une réglementation contraignante sur les impacts sociaux et environnementaux des activités des multinationales. La stratégie développée par les mouvements sociaux afin de faire pression sur l'élaboration du traité onusien sur le sujet sont observés. La position ambiguë de l'Union Européenne sont également regardés, ainsi que la manière dont les mouvements sociaux, soutenus par certains politiciens, tentent de mobiliser les avancées françaises en la matière pour amener une position progressiste au sein de l'Union européenne concernant le traité onusien. Sur base du traité, de la dynamique autour de l'élaboration du traité onusien, la problématique du contrôle des activités des multinationales est élargie à la convergence des luttes entre syndicats, ONG, associations, et consommateurs.

mars 2019 // Laurent D'Altoe

LES COOPÉRATIVES : POUR UN AUTRE MODÈLE

Ces structures économiques ont connu leur heure de gloire dans les années 40 et 50, avant de subir un lent déclin. Aujourd'hui, elles ressuscitent, notamment suite aux crises successives qui remettent en cause le modèle capitaliste.

mars 2019 // Olivier Bonfond

ÉGALITÉ SALARIALE : ET SI LA BELGIQUE S'INSPIRAIT DE L'ISLANDE ?

Bien qu'elle soit inscrite depuis près de 40 ans dans de nombreuses constitutions et autres textes fondamentaux ou législatifs, comme la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes reste une illusion. Notre pays aurait tout intérêt à combler cette lacune, pour des raisons éthiques mais aussi économiques.

mars 2019 // Lydie Gaudier

GENRE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES. TOUT CE QUI MODIFIE NOS SOCIÉTÉS A UN IMPACT SUR LES FEMMES

Notre système économique s'est développé au cours des siècles sur un mode patriarcal, afin de favoriser un groupe de la population au détriment du reste du monde : les femmes, les populations du Sud et la nature.

Les évolutions récentes n'ont pas permis de renverser ce modèle et de sortir d'un regard anthropocentrique, majoritairement masculin, sur le monde, malgré le fait que les femmes représentent 51 % de la population.

Les réponses technologiques actuelles au défi climatique renforcent l'impression erronée du contrôle de la nature et d'un pouvoir croissant de l'espèce humaine sur celle-ci. Elles creusent la distance affective et affaiblissent le lien de l'humanité avec la nature.

avril 2019 // Laurent D'Altoe

ISABELLE KAPINGA (CDT) AU CŒUR DE L'ACTION SYNDICALE CONGOLAISE

Fin octobre 2018, à Kinshasa, nous avons rencontré Isabelle Kapinga, déléguée de la plateforme syndicale congolaise Union Fait la Force (UFF) et vice-présidente en charge de l'Education de la Confédération démocratique du Travail (CDT).

Cette femme de caractère ne mâche pas ses mots quand il s'agit de dresser l'état des lieux des conditions de travail en République démocratique du Congo (RDC). Elle nous livre ici quelques réflexions sur la difficulté du travail syndical dans cette région, sur fond de difficultés politiques récurrentes.

avril 2019 // Nicolas Latteur

PETITE GÉOPOLITIQUE DE LA NOTATION DES POPULATIONS

L'évaluation devient une pratique et une expérience caractéristique de notre vie sociale. Il est d'autant plus urgent d'en interroger les enjeux politiques. Le système de notation des habitants testés dans plusieurs municipalités chinoises est révélateur du potentiel totalitaire de la culture de l'évaluation promue par nombre de pouvoirs politiques, économiques, sociaux et culturels.

mai 2019 // Lydie Gaudier

URGENCE ENVIRONNEMENTALE, PRÉOCCUPATION SYNDICALE ?

Le mouvement climatique interpelle régulièrement les organisations syndicales face aux enjeux de civilisation posés par les changements climatiques et la perte de biodiversité à l'échelle de la planète.

mai 2019 // Laurent D'Altoe

NOTRE-DAME DE PARIS : QUAND L'ÉMOTION S'ENFLAMME

Au-delà du jeu de mot discutable, force est de constater que le monde médiatique a couvert l'incendie de Notre-Dame de Paris en produisant un discours unanimiste et lénifiant, bien loin de l'esprit critique qu'il est sensé promouvoir. Retour au pays de la mise en scène émotionnelle.

mai 2019 // Nicolas Latteur

TRAVAIL & ACTION COLLECTIVE

Dans « Travailler Aujourd'hui. Ce que révèle la parole des salariés » de Nicolas Latteur (Ed. du Cerisier), de nombreux salariés décrivent une forte dégradation des conditions de travail. Mais celle-ci reste largement invisibilisée. En effet, dans les champs politiques et médiatiques, le travail est parlé essentiellement par ceux qui entendent le régenter et l'organiser, non par celles et ceux qui l'accomplissent.

juillet 2019 // Erwin Pirson

LE MALAISE DES « BLOUSES BLANCHES »

Cette analyse revient sur les conditions de travail dans les hôpitaux au départ du mouvement social du personnel soignant.

juillet 2019 // Sylvie Boulvain

LOUISE MICHEL (1830-1905) : UNE VIE D'ENGAGEMENTS

Surtout connue comme égérie de la Commune, militante de la cause féminine et propagandiste de l'anarchisme, qui était vraiment Louise Michel et quels en sont les engagements qui résonnent encore aujourd'hui ? Cette courte biographie tente de répondre à ces interrogations.

août 2019 // Nicolas Latteur

UN NOUVEL URBANISME MILITAIRE

La militarisation de la vie urbaine ne date pas des attentats de mars 2016 à Bruxelles ou de novembre 2015 à Paris. La doctrine militaire de « guerre illimitée dans le temps et dans l'espace » popularisée par l'administration américaine sous la présidence de Georges W. Bush suite aux attentats du 11 septembre 2001 la déploie radicalement. Elle constitue aujourd'hui une référence centrale pour l'élaboration des politiques sécuritaires des gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord qu'il s'agisse de politique intérieure ou de politique internationale.

septembre 2019 // Nicolas Latteur

NAISSANCE DE L'ACTION SYNDICALE WALLONNE

Aborder l'histoire de la FGTB durant l'après-guerre, c'est notamment s'intéresser à un courant, le renardisme, qui a fortement marqué son programme et son action durant cette période et au-delà.

septembre 2019 // Thaddée D'Haegeleer

TAUX DE CHÔMAGE ET TAUX D'EMPLOI : QUELLES LIMITES ?

Suite à la reprise économique initiée dès 2013, les communiqués de presse annonçant une baisse continue du chômage en Belgique n'ont cessé de se multiplier.

Fin août 2018, Actiris, l'Office régional de l'emploi, annonçait une 46ème baisse mensuelle consécutive du chômage à Bruxelles. Il s'agit là de son niveau le plus bas depuis 1992 !

Si cette baisse du chômage est sans conteste une bonne nouvelle, il est intéressant d'aller plus loin dans l'analyse des chiffres de l'emploi. Dans cette analyse, nous verrons quelles sont les limites du taux de chômage et d'emploi en tant qu'indicateurs et en quoi ils peuvent cacher certains aspects de la réalité du marché du travail. Dans une seconde analyse, nous mettrons en évidence la nécessité de considérer d'autres indicateurs plus qualitatifs.

octobre 2019 // David Lannoy

ALLOCATIONS D'INSERTION… EN VOIE DE DISPARITION !

Depuis 2012, les allocations d'insertion — un système d'allocations de chômage minimales octroyées sur base des études (et d'un certain nombre d'autres conditions sur lesquelles nous reviendrons plus loin) — ont subi de nombreuses modifications législatives. Au point qu'aujourd'hui, leur nombre a drastiquement chuté. Bilan et perspectives.

octobre 2019 // Lydie Gaudier

LE DÉNI CLIMATIQUE : COMMENT L'EXPLIQUER, COMMENT Y REMÉDIER ?

Bon nombre de nos concitoyennes et de nos concitoyens, quel que soit leur niveau de connaissances ou de responsabilité, se refusent à prendre en considération l'ampleur des enjeux liés au réchauffement climatique. Nous en avons tous fait l'expérience…

octobre 2019 // Thaddée D'Haegeleer

QUELLE QUALITÉ POUR L'EMPLOI BRUXELLOIS ?

Depuis cinq ans, le chômage baisse dans les trois Régions du pays, essentiellement en raison d'une certaine reprise économique en Europe. La Région bruxelloise profite elle aussi de cette embellie : alors que depuis la crise financière de 2008, le taux de chômage augmentait et le taux d'emploi diminuait, cette tendance s'est inversée en 2013. Les deux taux que nous venons de citer sont généralement perçus comme de bons indicateurs de l'état du marché du travail, et sont même au cœur des objectifs politiques en matière d'emploi. Les médias et les gouvernements se réjouissent donc tout naturellement de cette baisse ininterrompue du taux de chômage.

Si nous ne pouvons bien entendu qu'accueillir positivement la baisse du chômage, il importe aussi de nuancer quelque peu la portée des chiffres avancés.

octobre 2019 // Thaddée D'Haegeleer

LA CRISE DU LOGEMENT À BRUXELLES

En moyenne, le quart des ménages bruxellois les plus pauvres consacrent ainsi près de la moitié (47 %) de leur budget au logement et à ses charges alors que le quart des ménages les plus riches n'y consacre que 27 % de ses dépenses totales.

Cette part prépondérante du logement dans les dépenses totales des ménages les plus modestes est un vecteur de précarité pour ceux-ci puisqu'elle les prive de pouvoir d'achat dans d'autres domaines.

novembre 2019 // David Lannoy

BELGÏE BAR.S.T : DU SLOGAN À LA RÉALITÉ…

De Belgïe Barst ! (« Belgique, crève !), cri de ralliement des extrémistes des années 80, à l'image « respectable » donnée par la N-VA de Bart De Wever aujourd'hui, le nationalisme flamand a fortement évolué au fil du temps.

Cette mutation s'est accompagnée d'une croissance électorale sans précédent.

À l'heure actuelle, les listes revendiquant l'indépendance de la Flandre rassemblent près de la moitié des suffrages en Flandre.

C'est cette montée du nationalisme flamand que nous allons tenter d'analyser.

En étudiant les principales évolutions du mouvement, l'objectif est de mieux cerner la situation politique flamande actuelle et d'amener des éléments de réflexion quant à l'avenir institutionnel du pays.

novembre 2019 // Olivier Bonfond

ATTAQUER LA DETTE ET LA PAUVRETÉ PAR TOUS LES BOUTS

26 mai 2019. Jour des élections en Belgique. La droite dure, la droite intolérante, celle qui veut « frapper » les migrant·e·s, les féministes, les gauchistes, les démocrates, les Arabes, les étranger·ère·s explose en Flandre pour atteindre presque 30 % des voix. Pour tou·te·s les progressistes de ce pays, c'est un gros coup sur la tête… Dans les jours qui suivent, plusieurs manifestations contre la montée du fascisme s'organisent. Et, comme je l'ai souvent vu ces dernières années, un commentaire provenant de « notre camp » se lit ici ou là :

« C'est bien de manifester, mais, s'il vous plait, arrêtez d'être contre, cela ne sert à rien. Ce qu'il faut, c'est montrer ce que nous voulons. »

Cette critique est en partie justifiée : si l'on veut mobiliser les énergies pour un véritable changement, on ne peut pas se contenter de critiquer le capitalisme, le néolibéralisme ou le fascisme. Il faut montrer, arguments à l'appui, qu'une autre voie est possible et désirable. Cependant deux remarques doivent être faites.

Premièrement, agir contre ce que l'on ne veut pas peut être très utile, car se battre pour la justice commence souvent par combattre l'injustice. La lutte contre l'esclavage ou la discrimination envers les femmes sont de bons exemples. Ces combats, organisés autour d'une revendication contre une injustice, portent en eux les valeurs d'égalité et de liberté. Les deux positions (« contre » et « pour ») ne sont pas contradictoires mais complémentaires. (…)

Analyse CEPAG publiée comme préface à l'ouvrage « Neuf essentiels sur la dette, le surendettement et la pauvreté » de Culture et Démocratie, 2019.

novembre 2019 // Thaddée D'Haegeleer

UN ENSEIGNEMENT REPRODUCTEUR D'INÉGALITÉS PLUTÔT QU'ASCENSEUR SOCIAL

Le niveau de scolarisation est déterminant dans l'accès à un emploi de qualité. Comme le montrent les chiffres ci-dessous (graphique 1), le taux d'emploi des bruxellois est fortement corrélé à leur niveau de diplôme : ainsi 82 % des bruxellois détenteurs d'un diplôme du supérieur de type long sont à l'emploi en 2017, pour seulement 35 % des personnes ayant achevé au maximum des études secondaires inférieures.

À son tour, l'accès à un emploi, s'il est de qualité, garantit l'accès à des revenus et à une vie digne : seulement 2,5 % des travailleurs belges avec un niveau d'éducation élevé sont en risque de pauvreté, contre 9,5 % pour les travailleurs belges avec un niveau d'éducation faible (Baromètre interfédéral de la pauvreté).

novembre 2019 // Selena Carbonero-Fernandez

VIOLENCES SEXUELLES AU TRAVAIL : COMMENT (RÉ)AGIR ?

En 1999, l'Assemblée générale de l'ONU a proclamé le 25 novembre : « Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ». Une journée importante pour les féministes et les organisations qui les soutiennent car elle est l'occasion de rappeler qu'aujourd'hui encore, la violence à l'égard des femmes et des filles constitue l'une des violations des droits humains les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices dans le monde. Ces violences sont la conséquence directe d'un système patriarcal encore fortement ancré dans l'ensemble de la société.

En effet, les inégalités entre les sexes persistent dans le monde entier, empêchant les femmes et les filles d'exercer leurs droits fondamentaux et compromettant leur vie ainsi que leur avenir.

En outre, la violence à l'égard des femmes est multiforme. Il ne s'agit pas de la « somme de malheureuses histoires individuelles », mais bien d'un fait social traduisant un rapport de domination.

Les différents types de violence, mais aussi le harcèlement sexuel, se retrouvent dans la sphère privée – on parle de violence domestique – mais aussi dans l'espace public et au travail.

décembre 2019 // Orville Pletschette

TUNISIE : QUELS SONT LES NOUVEAUX ESPOIRS DE CHANGEMENT ?

Le processus de transition en Tunisie passe aussi par l'économie sociale et solidaire, dans l'esprit de la Révolution de 2011 : regards sur l'exemple des Oasis de Jemna.

Retour sur les observations faites par des membres du CEPAG, impliqués dans le Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie (CVDT) Belgique-Tunisie, lors de voyages et de missions d'observation entre 2018 et 2019, à la découverte des Oasis de Jemna et à l'occasion des récentes élections législatives du 6 octobre 2019.

décembre 2019 // Thaddée D'Haegeleer

LES BRUXELLOIS INÉGAUX DEVANT LA SANTÉ

La Belgique est souvent présentée comme un pays dans lequel les soins de santé sont de très bonne qualité et quasi gratuits, grâce notamment à une sécurité sociale forte et un large réseau d'hôpitaux publics et de médecins conventionnés dont les prestations sont remboursées par la sécurité sociale. Il est vrai qu'avec son système d'assurance obligatoire, la Belgique est l'un des pays européens les plus performants en termes de couverture de soins. Cependant, selon un récent rapport de la Commission européenne, nous sommes également un des pays de l'Union Européenne où l'inégalité d'accès aux soins entre les hauts et bas revenus est la plus marquée ! Comme nous allons le voir, Bruxelles n'est pas épargnée par ce triste record… Bien au contraire, ces inégalités sont plus fortes encore dans en région bruxelloise qu'en Flandre et en Wallonie !

décembre 2019 // Bruno Poncelet

CHOISIR SON CAMP

Monsieur le Juge, je ne sais pas très bien pourquoi on m'a traîné ici, mais une chose est sûre : je suis innocent. Les accusations dont je suis l'objet sont calomnieuses. Lisez le dossier, écoutez mes témoins : il n'y a rien de sérieux là-dedans. Vous savez, les gens qui m'accablent parlent sans savoir. Ils prêtent l'oreille aux cancans et aux rumeurs, sans vérifier, sans rien savoir. Si vous voulez mon avis, ce sont des frustrés qui cherchent à se faire mousser. Sans doute sont-ils en mal de reconnaissance ? Quelle autre explication ? Ils ont envie de briller en société, et leur seule manière d'y parvenir — certes pathétique — c'est de m'accuser. À la belle heure ! (…)

décembre 2019 // David Lannoy

CHÔMAGE : QUE SONT LES EXCLUS DEVENUS ?

Le CEPAG a déjà consacré plusieurs analyses et événements autour de la question des exclusions du système d'assurance chômage. Il y était question de quantifier les exclusions, d'examiner leur répartition régionale, d'effectuer une analyse de genre, etc.

Ce document sera consacré à « l'après exclusion ». Qu'est-il advenu des personnes en « fin de droits » ? Ont-elles trouvé du travail ? Si oui, de quelle qualité ? Retrouve-t-on des « fins de droits » dans les CPAS ? D'autres se retrouvent-ils en maladie ? Qu'en est-il des absents des statistiques, celles et ceux qui n'apparaissent plus nulle part ?

À l'aide des statistiques et études de diverses institutions, nous tenterons d'amener un maximum de réponses à ces questions. Nous pourrons ainsi, vérifier, par les faits, si les objectifs affichés par les responsables politiques ayant mis en œuvre ces mesures (« remettre les chômeurs à l'emploi » ou encore « sortir 380.000 personnes de la pauvreté »…) ont été effectivement atteints.

décembre 2019 // Vanessa Amboldi

L'OIT SOUFFLE SES 100 BOUGIES

Cette année, l'Organisation internationale du Travail, mieux connue sous son acronyme : OIT, atteint un âge plus que respectable… Désormais centenaire, cette composante des Nations-Unies constitue le seul organisme international dont le but est la défense des travailleuses et des travailleurs partout dans le monde. Véritable garante de la justice sociale, l'OIT a, au fil du temps, construit un véritable Code international du droit du Travail et veille à son application dans les 187 États-membres qui la composent.

Modèle unique en son genre, l'OIT est le seul organisme international au sein duquel siègent sur un pied d'égalité : gouvernements, syndicats et patronat. Un mode de concertation qui n'est pas toujours au goût de tous et qui est parfois remise en question. Pourtant, au fil des décennies, l'OIT a traversé la guerre, des crises économiques… Elle a aussi dû s'adapter à l'évolution de l'industrie et au défi de l'évolution technologique. Toujours avec un objectif : préserver les conquêtes sociales et faire face aux défis à relever en protégeant les travailleuses et les travailleurs.

Retour sur quelques moments-clés qui ont jalonné ces dix décennies d'existence…

février 2019 // Nicolas Latteur

TRAVAILLER AUJOURD'HUI. CE QUE RÉVÈLE LA PAROLE DES SALARIÉS

Qui parle du travail ? Qui entend-on dans les champs médiatiques et politiques lorsqu'il s'agit d'en parler ? En général, ce ne sont pas les salariés eux-mêmes. Pas qu'eux seuls pourraient en parler, mais cette absence est lourde de sens …

Souvent, les salariés n'ont que très peu la parole. Le travail salarié est principalement parlé non pas par ceux qui l'accomplissent mais par ceux qui entendent le régenter. Leurs discours est par conséquent directement lié à un projet de domination.

La démarche proposée ici dans « Travailler Aujourd'hui » est, à l'opposé, de comprendre ce qui se joue au travail et dans l'emploi en s'intéressant à la parole des salariés et à des recherches qui tentent de comprendre les relations de travail et les rapports sociaux qui les produisent.

Le travail que je présente ici invite à partir à la rencontre de salariés qui racontent leur travail. Au travers de leurs récits, on découvre leurs trajectoires de vie, leurs emplois, leurs expériences professionnelles, des formes d'organisation, des résistances individuelles et collectives ainsi que des conditions de travail parfois difficilement imaginables.

Ce projet a émergé au fil d'une pratique – la formation en éducation permanente généralement dans le mouvement syndical – et de constats relatifs à la grande invisibilité des salarié(e)s et de leurs conditions de travail. C'est au fur et à mesure des rencontres avec des travailleurs de secteurs d'activité très divers que s'est imposé le projet de pouvoir rendre compte de ce que nous entendions quotidiennement sur le travail et qui était si peu visible.

On découvre aussi les réalités très multiples qui l'entourent. Le travail est un concept bien abstrait tant sous son appellation sont réunis des activités et des conditions terriblement diverses.

Difficile de résumer plus de quarante entretiens réalisés avec des personnes aux parcours de vie très variés et dans des secteurs d'activité très diversifiés, mais voici quelques éléments qui transparaissent. Ils donnent à voir et à penser les conditions de travail d'aujourd'hui aux travers de la parole des salariés dont je livrerai ici quelques « morceaux choisis ».

Il sera tout d'abord question du travail comme source d'identité et comme théâtre de l'ingéniosité des salariés, ensuite des formes d'organisation et de désorganisation du travail, dans un troisième temps des formes de violence et de résistance. Des conclusions poseront la question du salariat aujourd'hui des formes d'action collective qui peuvent soutenir l'amélioration des conditions de travail et dessiner des perspectives afin de reconstruire un projet d'émancipation collective.

décembre 2019 // Sylvie Boulvain

LA CITOYENNETÉ DES FEMMES EN BELGIQUE

Juridiquement la citoyenneté est l'ensemble de droits et de devoirs ainsi que de pratiques accessibles aux citoyens, soit les droits civils, ou libertés fondamentales, les droits politiques ainsi que les droits économiques et sociaux. Plus largement, la citoyenneté désigne aussi dans les démocraties la manière dont les résidents d'un pays peuvent faire usage de leurs droits pour participer aux décisions de la vie publique, peser sur le débat politique et dynamiser ainsi la démocratie. Il s'agit également d'une qualité morale impliquant de se soucier de l'intérêt général. Nous allons traiter ici prioritairement de la lente accession graduelle des femmes belges à leurs droits politiques, sans oublier les autres droits qui y sont intimement liés.

Si la Belgique célèbre en cette année 2019 le 100e anniversaire du suffrage dit « universel », le véritable suffrage universel, tant masculin que féminin, vient seulement d'avoir 70 ans. Les femmes belges ont été longtemps exclues des trois aspects de la vie politique : l'élection, l'éligibilité et le gouvernement. Et aujourd'hui même, la parité — soit une représentation égale des femmes et des hommes à tous les niveaux des pouvoirs politiques — n'est pas encore une réalité.

PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES

REGARDS
ÉMISSION D'OPINION

Nos productions audiovisuelles sont visibles sur le site **cepag.be** et sur la chaîne Youtube « **CEPAG TV** ».
Les émissions Regards, produites par le CEPAG, sont diffusées sur la RTBF. Elles sont également disponibles en DVD au prix de 5 €.
Pour toute info :
daniel.wojtalik@cepag.be
02/506 83 96

février 2019

LE FOND DE L'AIR EST ROUGE, JAUNE, VERT

Ça bouge, ça bout ! Le climat (social) s'échauffe, les gilets jaunes, rouges et verts font souffler le vent de la mobilisation pour un autre monde : justice sociale et urgence écologique dans un même élan.

« Changeons le système, pas le climat ! ».

Grève générale ce 13 février, grève pour le climat le 15 mars, manifestations survoltées des jeunes et ronds-points occupés, tout cela avec les élections en ligne de mire…

On en parle avec Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne, qui pointe les raisons de la colère et les moyens à portée de main pour changer la vie, concrètement, maintenant.

septembre 2019

COTRAIN… 3 ANS DÉJÀ, L'HEURE DU BILAN

CoTraiN, la formation en alternance collaborative

L'alternance, peut mieux faire…

La formation en alternance propose aux « apprenants » d'être formés à la fois en centre de formation et sur un lieu de travail. Si ce système permet au jeune d'allier théorie et pratique, on y relève néanmoins des faiblesses. En effet, apprentis et entreprises peuvent être confrontés à des inadéquations de compétences. L'une des raisons est le recours au modèle classique : « un apprenti, une entreprise » qui, souvent, ne permet pas de couvrir tous les volets d'un métier et de les pratiquer suffisamment en conditions réelles.

La formation collaborative, pourquoi pas ?

Il existe pourtant une autre manière d'envisager l'alternance : une formation collaborative associant au moins deux entreprises permet d'organiser une complémentarité des activités pour couvrir toutes les compétences requises par le métier. Ce type de système existe, avec des variantes, en Allemagne, Autriche ou Suisse, des pays considérés comme modèles en la matière.

Afin de réfléchir à une amélioration de la qualité de l'alternance, le CEPAG a lancé en 2016 le projet CoTraiN. Accepté dans le programme Erasmus+, ce projet a rassemblé partenaires italiens (Centoform) et belges (IFAPME et CEFA de Court-Saint-Etienne), accompagnés par des « coachs » allemands et autrichiens (INAB et ÖIBF). À ce jour, 51 formations collaboratives pilotes ont été mises sur pied dans 83 entreprises (restauration, travaux de bureau, gestion-maintenance de systèmes automatisés, conception mécanique, coiffure…).

octobre 2019

COMBAT DE PAUVRES

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté, « Regards » vous propose quelques extraits choisis de « Combat de pauvres », une pièce de théâtre de la Compagnie Art&tça.

En Belgique, 1 personne sur 5 est pauvre ou risque de le devenir. 20 % de la population. 2,3 millions de personnes. En Wallonie, c'est 1 personne sur 4. À Bruxelles, 1 personne sur 3.

Nos pays n'ont jamais été aussi riches, mais les écarts entre les plus riches et les plus pauvres n'en finissent plus de se creuser. « Combat de pauvres » nous invite à regarder la pauvreté en face et à la prendre pour ce qu'elle est : le résultat des politiques antisociales, des politiques d'austérité menées en Belgique et ailleurs depuis de trop nombreuses années.

Car en réalité, il n'y a pas de pauvres : il n'y a que des femmes, des hommes, des enfants qui ont été appauvris par des choix politiques qu'il nous appartient de contester.

octobre 2019

CORINNE MOREL DARLEUX : « PLUTÔT COULER EN BEAUTÉ QUE FLOTTER SANS GRÂCE »

La planète chauffe, les inégalités se creusent, l'avenir s'obscurcit.

« L'effondrement qui vient » pose concrètement la question de la survie de l'humanité.

Parce qu'il s'agit de ne pas se résigner au pire, cette nouvelle émission Regards vous propose un entretien avec Corinne Morel Darleux, militante écosocialiste française et auteure d'un essai lucide et vivifiant : « Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce – Réflexions sur l'effondrement » (Éditions Libertalia).

Voici un propos qui ne manque ni d'air ni de panache. Un archipel de réflexions sur – entre autres – l'écologie, le capitalisme, la collapsologie, le « refus de parvenir », la « dignité du présent », le fond de l'air rouge, jaune, vert… et le naufrage qui nous guette. À moins que ?

Rue de Namur 47
5000 Beez
Tél. 081 26 51 56

cepag@cepag.be
www.cepag.be

cepagasbl